

A lire :

On ne négocie plus ! (*L'Autre Afrique* 5/06)

La liste du gouvernement RAVALOMANANA (*AFP* 15/05)

Pas de virée malgache pour les barbouzes (*Libération* 22/06)

POLITIQUE INTERIEURE

ETIENNE-HILAIRE RAZAFINDEHIBE, gouverneur, proclame l'indépendance de la province de Mahajanga. (*AFP* 3/05)

La mission de médiation de l'OUA, qui recherche une certaine parité dans un gouvernement de transition à constituer, se heurte à des propositions plus restreintes du camp RAVALOMANANA. Dans le camp RATSIRAKA on refuse de participer si c'est lui qui le préside... La délégation est répartie sans avoir débloqué la crise. (*AFP* 3/05) D. RATSIRAKA accuse son rival d'avoir rompu un « accord secret » : pas d'investiture de RAVALOMANANA, en échange de la levée des barrages routiers. Les bailleurs de fonds et l'OUA se sont pris dans le piège. (*AFP* 4/05).

Annulation de la rencontre entre les 2 présidents prévue les 29 et 30 mai à Dakar. Le ton se durcit. La communauté internationale tergiverse. (*L'Autre Afrique* 5/06) Prétextant l'arrestation de son Premier Ministre, RATSIRAKA demande que le cas malgache soit porté devant l'organe central de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Tout en sachant que la jurisprudence de l'OUA joue en sa faveur. L'Amiral joue de la solidarité des chefs d'Etat en exercice pour faire triompher l'option la plus legaliste : il appelle régulièrement ses amis francophones, notamment EYADEMA (Togo). (*JA L'intelligent* 10/06)

Avant la cérémonie d'investiture de leur président, les *mpiandry*, ces protestantes ferventes qui précèdent partout M. RAVOLOMANANA ou ses ministres pour sanctifier leurs lieux de passage, avaient longuement exorcisé le stade d'Antananarivo. Toutes de blanc vêtues comme des nonnes, elles ont chassé le démon gradin par gradin, frappant la pierre et hurlant des incantations. (*AFP* 6/05)

Les deux présidents convoquent l'Assemblée Nationale, l'un à Antananarivo, l'autre à Mahajanga, le même jour : dans la capitale 64 députés (dont 18 apparentés Arema) sont venus, 67 députés et 62 sénateurs côté ratsirakiste. (*AFP* 7/05)

Alors que certains proches de RAVALOMANANA prônaient une « ouverture franche » pour une « réconciliation effective » en nommant au gouvernement des poids-lourds issus du camp adverse, y compris au poste de Premier Ministre, c'est J. SYLLA et son gouvernement qui ont été reconduits dans leurs fonctions. (*AFP* 10/05)

Des jeunes miliciens en uniforme, recrutés et payés par le Comité de soutien à D. RATSIRAKA attaquent des boutiques et des habitations d'un quartier merina de Mahajanga. Des membres du Comité de soutien à M. RAVALOMANANA manifestent contre ces exactions : les affrontements entre les 2 camps font 5 blessés. (AFP 10/05)

Economistes et humanitaires semblent d'accord : Antananarivo ne pourra plus résister qu'une semaine ou deux au blocus. La période critique, c'est fin mai, lors de la récolte du riz. Les entreprises de collecte et de transformation sont concentrées dans la capitale, et faute de carburant, elles risquent de ne pouvoir assurer le transport. Pénurie en ville et chute des cours en campagne, il y a de l'émeute dans l'air...(AFP 16/05)

La situation économique et sociale est catastrophique, la population n'en peut plus et exige une action militaire. « D'un côté c'est l'immobilisme, de l'autre le terrorisme » écrit le journal *La Tribune*. Le général MIMIZARA a lancé un ultimatum : il donne une semaine aux militaires en poste sur les barrages pour retourner dans leurs casernes, faute de quoi son armée ira les lever de force. Mahajanga et Toliara sont les priorités. Parallèlement, les « colombes » du camp RAVALOMANANA, dont le président lui-même, espèrent toujours parvenir à la levée du blocus par la négociation. L'objectif est d'un retour à la vie normale pour le 26 juin, jour de la fête de l'Indépendance. Devant le flottement de l'armée, l'état-major du général MIMIZARA recrute des volontaires, plus sûrs et très motivés. (AFP 21/05)

M. RAVALOMANANA fait lancer un **mandat d'arrêt** contre 8 officiers et un ministre ratsirakistes suspectés d'être impliqués dans les dynamitages de ponts. (AFP 23/05) Deux d'entre eux trouvent la mort lors de l'attaque de la Primature par l'armée. Les militaires ont placé en résidence surveillée TANTELY ANDRIANARIVO, le Premier Ministre de RATSIRAKA. (AFP 27/05). De leur côté les ratsirakistes ont arrêté à Taomasina 4 militants du camp adverse (AFP 28/05)

Les gardes du ministère de la défense ont dû tirer en l'air pour disperser une manifestation de 100 à 200 militaires qui réclamaient une double solde pour le mois de mai : en avril déjà, ils avaient touché leur solde du ministère, et une « prime » équivalente du camp RATSIRAKA. L'état-major publie une 1^{ère} liste d'officiers restés fidèles à RATSIRAKA, poursuivis pour « insoumission, actes de rébellion et atteinte à la sûreté de l'Etat ». Parallèlement, il a procédé à une importante vague de nominations, pour remplacer les officiers insoumis ou indécis. (AFP 30/05, *Libération* 1/06)

Attaque de l'aéroport de Mahajanga, par des miliciens pro RAVALOMANANA : échec. Les soldats du président RATSIRAKA repoussent les assaillants et en tuent un. Il s'agissait de préparer l'atterrissage d'un avion transportant des troupes (AFP 31/05)

Offensive. Des forces militaires venues de la capitale prennent le contrôle de l'aéroport de Sambava (nord-est) ; le combat contre les forces fidèles à RATSIRAKA a fait au moins 12 morts. Des renforts, « politiques », chargés de rassurer la population et de prendre le contrôle de l'administration, ont aussi été envoyés. Selon des sources concordantes, dans cette région reculée mais riche (production de vanille) des militaires et miliciens terrorisent la population et les partisans de RAVALOMANANA depuis mars. L'OUA tente toujours de trouver une issue négociée. Les diplomates s'inquiètent de ce choix de la voie des armes, car des opérations longues dans le temps pourraient dégénérer en combats violents. La récolte de la vanille est menacée par les combats, mais aussi le manque de financements bancaires. L'imminence de la récolte explique t-elle pourquoi la reconquête des provinces a commencé par cette région, véritable « zone à devises » ? (AFP 3 & 4/06). En ville, l'absence de gazole

entraîne celle d'électricité, de produits alimentaires et une situation critique à l'hôpital. (AFP 7/06)

RATSIRAKA instaure une taxe sur les carburants de 86 % dans les « provinces autonomes ». Les chauffeurs de taxi sont furieux, et cette agitation pourrait menacer l'adhésion de la population - déjà frappée par les inondations - au camp RATSIRAKA... (AFP 5/06) Devant le mécontentement populaire, la taxe est suspendue. (AFP 6/06)

Le chef d'état-major B. RAJAONSON, nommé par RATSIRAKA, a démissionné et transmis ses pouvoirs à son homologue nommé par RAVALOMANANA. Même chose au niveau de la gendarmerie. Cela permettra de clarifier les choses au plus haut niveau militaire et inciter certaines unités de province à choisir leur camp, estime un expert étranger. (AFP 7/06)

Les présidents gabonais BONGO et sénégalais WADE exhortent les protagonistes de la crise malgache à se retrouver à Dakar en fin de semaine. (AFP 5/06) L'incertitude a régné jusqu'à la dernière minute, mais finalement les deux délégations ont pris l'avion qui leur avait été envoyé de Paris, l'une à Tamatave, l'autre à Antananarivo. Des émissaires français et américains suivent les négociations, auxquelles participent 5 chefs d'Etat africains. (AFP 8/06). A la fin du week-end, aucun accord n'avait pu être signé et on se contentait d'un plan de sortie de crise. Lequel prévoit la désignation d'un gouvernement de transition choisi quasi à parité, la levée immédiate des barrages et le démantèlement des milices, l'arrêt des violences et la libération des personnes arrêtées dans le cadre de la crise et des élections législatives d'ici la fin de l'année ou (au pire) en mai 2003 (AFP 9/06) L'échec de Dakar 2 renforce la position de RAVALOMANANA, qui a promis de faire sauter les barrages.

Les **combats** se poursuivent dans le nord-est, et les autorités ratsirakistes ont commencé à recruter de force des jeunes gens à Antsiranana, pour les envoyer sur le front de Vohemar. RAVALOMANANA envoie l'armée en direction de Tuléar, afin d'ouvrir un nouveau front : l'aéroport et au moins 3 barrages sont répartis avant d'accéder à la ville. « On est entré dans une phase de guerre » confirme JOSE ANDRIANOELISON, un proche conseiller de RATSIRAKA. . (AFP 9 au 11/06). Affrontements sporadiques entre les troupes des deux camps sur l'île de Nosy Be. Un général et une ou deux dizaines de soldats pro RAVALOMANANA, encerclés par les militaires et miliciens fidèles à RATSIRAKA, ont réussi à s'échapper et restent cachés. Parallèlement, le barrage sur le pont de Betsiboka, sur la route entre Mahajanga et la capitale, a été levé sans effusion de sang par les troupes de RAVALOMANANA. (AFP 12/06).

Départ surprise de D. RATSIRAKA pour Paris, alors que l'armée de son adversaire progresse sur tous les fronts. « Je pars pour travailler à la recherche du bien du peuple malgache et je vais revenir ». Il est accompagné de sa femme, de sa fille Sophie et de quelques conseillers. C'est une fuite, estiment ses détracteurs. La population reste dans l'expectative, et considère que ce n'est pas le départ ou non de RATSIRAKA qui décidera de la fin de la crise, mais la capitulation de ses partisans sur l'ensemble du pays et la fin des hostilités. Ses ministres et gouverneurs de province, sans nouvelles ni consigne, semblent désemparés et les troupes qui lui étaient encore fidèles pourraient basculer. (AFP 13/06) Dès le lendemain, RAVALOMANANA lance un appel solennel à la réconciliation. (AFP 14/06).

Ses troupes entrent sans rencontrer de résistance, dans le port de Mahajanga. Le gouverneur de la province (un modéré) avait préféré donner la démission dès la veille, « afin de ne pas avoir de morts sur la conscience ». (AFP 14/06) Malgré les menaces de JEAN DE DIEU MAHARANTE, gouverneur de Toliara, la ville se rend sans coup férir. Auparavant, des notables locaux, des personnalités respectées, auraient négocié la reddition, notamment la sécurité du gouverneur. A Vohemar, ville portuaire, les miliciens ratsirakistes se sont enfuis après avoir fait sauter deux banques et emporté le butin. A Antsiranana et à Taomasina, les

autorités ratsirakistes arment et payent des jeunes désœuvrés des quartiers pauvres pour « défendre » la ville. (AFP 14/06)

RAVALOMANANA indique qu'il accepte le principe d'un gouvernement de réconciliation nationale, d'élections législatives anticipées et d'une amnistie pour l'ancien président et sa famille. (AFP 16/06)

Coup médiatique récupéré par le camp RAVALOMANANA à l'approche du verdict de l'OUA pour discréditer l'Amiral ? Tentative désespérée de RATSIRAKA ? La rocambolesque virée de mercenaires français interceptée par les autorités françaises en Tanzanie sème bien des interrogations... (JA 24/06)

RELATIONS INTERNATIONALES

* FRANCE ET UNION EUROPEENNE :

Lors de la cérémonie d'investiture de M. RAVALOMANA, la France était représentée par le Premier conseiller de l'ambassade, accompagné d'autres diplomates et de représentants d'institutions françaises para-étatiques. Le fait que la communauté internationale (Paris, Washington, l'UE, la Banque Mondiale) marque, de manière concertée, leur présence par des « numéros 2 » souligne une reconnaissance conditionnée. (LOI 5/05)

Le Parlement européen demande à la Commission de préparer une aide d'urgence ainsi qu'une aide à la reconstruction pour la Grande Ile. (AFP 16/05)

D. DE VILLEPIN se rend à Libreville et à Dakar afin d'aider à la résolution de la crise malgache. « A l'heure où les affrontements s'aggravent et où la situation humanitaire se détériore, les efforts de médiation que la France appuie pleinement doivent arriver le plus rapidement possible à une solution acceptable par toutes les parties et conforme aux principes démocratiques » indique le porte-parole du ministère. (AFP 4/06)

« La France appuie fortement ces efforts comme elle soutient la mobilisation de la communauté internationale pour aider, dès qu'un accord sera conclu, à la reconstruction de Madagascar » a indiqué D. DE VILLEPIN lors de sa première incursion dans l'ex-pré carré francophone depuis sa nomination au quai d'Orsay. (JA L'intelligent 10/06)

AUTRES :

La crise inquiète l'Ile Maurice, dont l'économie commence à en ressentir les premiers effets néfastes, surtout les entreprises présentes dans le secteur de l'habillement et du textile. Quant à l'Afrique du Sud, elle semble attendre le retour de la stabilité politique pour, éventuellement, investir dans les mines et le café malgaches. (AFP 9/05)

VIE SOCIALE & ECONOMIE - DROITS DE L'HOMME

* ECONOMIE

Les acteurs économiques de la Grande Ile (directeur du budget, entrepreneurs privés), réunis autour de la Banque Mondiale, en ont fait le constat : l'économie malgache est en miettes. Les banques et les entreprises de la zone franche ont perdu l'essentiel de leurs fonds

propres, l'Etat n'a pas pu assurer le paiement des bons du Trésor arrivés à échéance, le taux de change du franc malgache devrait encore s'effondrer... Surtout, les usines de textile ne réembaucheront pas avant janvier, et on craint une période de crise alimentaire à partir de novembre. (LOI 1/06)

* INONDATIONS

Taomasina est sous les eaux à la suite de 4 jours de pluies torrentielles : la ville est privée d'eau et d'électricité, isolée (16 ponts emportés, route barrée par des éboulis) et on compte au moins 13 morts. 193 personnes sont hébergées dans des conditions très précaires dans un gymnase, mais la préfecture a recensé plus d'un millier de sinistrés dans les environs. (AFP 13/05) Les nappes phréatiques sont contaminées et 80 % des rizières sont détruites. En attendant l'aide humanitaire qui peine à arriver, sur fond de déplacements soumis à des autorisations des deux administrations rivales, on fait avec les moyens du bord. Ironie du sort, Taomasina réclame aujourd'hui de l'aide extérieure...(AFP 21/05). Le bilan passe à 29 morts.

* DROITS DE L'HOMME

De nombreux témoignages confirment les exactions, tortures voire meurtres dans au moins 2 des 4 régions encore contrôlées par l'administration RATSIRAKA. SOALINE JULIEN, députée, a dirigé la répression dans la région de Sambava. Elle s'appuyait sur 16 militaires dirigés par le lieutenant-colonel RAHITSO et une cinquantaine de miliciens. Ensemble, ils auraient dressé une liste d'une centaine d'opposants, dont 15 ont été arrêtés et torturés, puis envoyés en prison à Antsiranana. A l'arrivée des troupes de RAVALOMANANA, SOALINE s'est enfuie et les miliciens ont pris le maquis. (AFP 8/06)

Des tracts anonymes dénonçant des « collaborateurs de RATSIRAKA » ont circulé dans la ville de Mahajanga dès sa « libération ». Le quartier des commerces appartenant à des Indiens, généralement considérés comme alliés de RATSIRAKA, a brûlé après leur pillage par la population. Après 6 mois de privations, de violences et de brimades des milices ratsirakistes financées, entre autres par certains Karanas (Indo Pakistanais), ils se paient maintenant, explique un expatrié. Le frère d'un ex-ministre de RATSIRAKA n'a dû son salut qu'à l'intervention des militaires : des jeunes ont brûlé son véhicule. Des jeunes miliciens pro-RATSIRAKA, informés de cette agression, se sont alors dirigés vers les quartiers pro RAVALOMANANA, armés de bâtons, machettes voire d'armes à feu. Ils ont été stoppés en chemin par les militaires, qui les ont repoussés et désarmés. Les violences ont fait un mort et une dizaine de blessés. (AFP 15/06)

5 cadavres de militaires ont été découverts à Nosy Be : ils étaient mutilés. (AFP 15/06)